

Les enfants soldats et usages de la violence au Mozambique

Jean-Claude Legrand & Fabrice Weissman

Même si elle est longtemps restée masquée par la propagande du Front de Libération Nationale du Mozambique (FRELIMO) - le parti pouvoir depuis l'indépendance en 1975 - l'histoire de la Résistance Nationale Mozambicaine (RENAMO) et de sa lutte armée contre les autorités gouvernementales de 1976 à 1992, commence à être mieux connue. Apparue comme un groupement mercenaire de laissés-pour-compte au moment de l'indépendance, organisé et financé par la Rhodésie puis l'Afrique du Sud, la RENAMO a progressivement développé sa propre dynamique en s'appuyant, avec des succès contrastés d'une région à l'autre, sur les populations locales [1]. Cet ancrage politique lui vaudra de recueillir plus d'un tiers des voix aux premières élections libres du pays en octobre 1994, malgré les moyens importants - médias, logistique de l'appareil d'État, ressources financières... - déployés par le FRELIMO. Pourtant, même si la RENAMO a pu compter sur un certain soutien populaire, elle a systématiquement pratiqué pendant la guerre l'enlèvement d'hommes, de femmes et d'enfants [2]. Une partie importante de ces enfants a été intégrée dans les rangs militaires de l'organisation. L'enlèvement et l'incorporation de jeunes garçons dans l'armée rebelle constitue un phénomène marquant du conflit mozambicain qu'il convient d'interpréter aux vues du mode de fonctionnement global de la guérilla.

Les enfants : un phénomène marquant du conflit

mozambicain... Tout au long du conflit et plus particulièrement dans la seconde moitié des années 1980, la RENAMO a recouru, de façon variable selon les régions, à l'enlèvement de jeunes enfants dont elle soumettait un certain nombre à un entraînement militaire et à un processus de socialisation guerrière destiné à en faire de véritables combattants. La plupart des enfants-soldats de la RENAMO ont été enlevés au cours d'attaques contre leur village. La guérilla s'efforçait de faire de ces enlèvements un acte irréversible marquant une rupture définitive des jeunes garçons avec leur milieu d'origine. Parfois, le seul fait de les soustraire à leur environnement familial, ou de les rendre spectateur de l'assassinat d'un ou de plusieurs parents, suffisait. Mais souvent, cette rupture était provoquée par le biais d'une initiation violente caractérisée par une transgression majeure des valeurs

transmises durant l'enfance : mutilation ou meurtre d'un proche, incendie de la maison familiale. Obligés de porter une partie du butin capturé au cours de l'attaque dans des marches forcées pouvant durer plusieurs jours, les enfants assistaient parfois à l'exécution des captifs qui tentaient de résister, ou de ceux qui étaient incapables de supporter un tel effort. Ils étaient répartis à leur arrivée dans les bases militaires de la RENAMO dispersées sur l'ensemble du territoire national. Au fil des circonstances et des hasards, certains restaient aux mains des militaires, alors que d'autres étaient confiés aux chefs traditionnels alliés de la guérilla, qui les offraient comme esclaves domestiques à certaines familles. Le nombre de jeunes garçons ainsi intégrés aux forces armées de la RENAMO n'était pas le même selon les régions du pays. Dans le Sud du pays, ils composaient jusqu'à deux tiers de certaines unités d'attaque, et un quart des forces militaires de la rébellion, dans les provinces du Centre et du Nord ils représentaient moins d'un dixième des forces combattantes de la RENAMO. Les enfants-soldats étaient plus jeunes dans le Sud ; 11 ans et demi en moyenne pour 13 à 15 ans dans le Centre et le Nord du Mozambique. Dans les semaines qui suivaient leur enlèvement, les enfants qui étaient sélectionnés pour intégrer les forces armées, subissaient une double formation comprenant un entraînement militaire brutal et une initiation rituelle à la violence. Au cours de leur entraînement, les jeunes garçons étaient soumis à une série d'épreuves douloureuses destinées à éprouver leur résistance physique et morale : travaux harassants et humiliants, en particulier portage sur de longues distances, bastonnades, jeûnes, mise à l'isolement... Les enfants apprenaient également à marcher au pas, à se servir d'une arme à feu et à conduire trois types d'attaque visant à tuer, piller ou faire des prisonniers. Cette instruction s'insérait dans un processus de socialisation guerrière plus global, particulièrement violent et totalitaire, dont l'autre volet reposait sur une forme d'initiation rituelle à la violence. Une enquête réalisée par Save the Children Federation (USA) en collaboration avec le Ministère mozambicain de l'Action Sociale a permis de recueillir des témoignages hallucinants sur ces processus d'intégration [3]. Ainsi, Franco, enlevé à l'âge de 13 ans dans la province de Nampula raconte les diverses étapes de son « éducation » qui le conduisirent du statut de « serviteur » à celui de « garde du corps » puis de « guerrier » [4] : « J'ai été choisi par un chef bandit appelé Johanés pour être son serviteur. Je lavais et repassais ses vêtements et faisais tout ce dont il avait besoin... Le chef aimait mon travail et a fait de moi son "garde du corps". Il m'a donné un pistolet et une baïonnette et m'a dit de garder ses affaires quand il était parti en raids. Je surveillais aussi ses trois femmes pour vérifier qu'elles ne soient pas approchées par d'autres bandits ou qu'elles ne

sortent pas avec eux. [5], je n'étais pas égal aux soldats réguliers. Mais une fois que j'ai été garde du corps du chef, il m'a donné un autre garçon pour être mon serviteur et je le surveillais pour être sûr qu'il fasse la lessive et le repassage et les autres corvées (...). » « Les chefs nous demandaient de regarder les gens lorsqu'ils étaient battus et de ne jamais faire comme si nous n'aimions pas ça. Ils nous disaient que nous ne pouvions pas pleurer ni être triste quand les gens étaient tués... Je pense que les bandits aimaient tuer. Ils tuaient les gens parce qu'ils ne leurs montraient pas le respect qu'ils pensaient mériter ». « Ça faisait cinq mois que j'étais à la base lorsque Johanes m'a fait tuer un homme. Un m'jiba [6] à qui on avait confié des soldats capturés du FRELIMO avait été attrapé en train d'en tuer certains sans permission. (...) Johanes m'a dit de le tuer. J'ai pris ma baïonnette et je l'ai poignardé dans l'estomac ». « Les chefs ont appelé tous les bandits à se rassembler pour une cérémonie spéciale pour moi. Ils m'ont dit de boire quelque chose qui comprenait le sang du m'jiba. Ils m'ont donné des choses spéciales que seuls les bandits peuvent avoir. Ils m'ont dit que j'étais maintenant l'un des leurs... » De manière générale, l'étude montre que les enfants-soldats, étaient fréquemment exposés à des scènes de supplices exercées à l'encontre de leurs propres camarades ou d'autres personnes ayant commis une faute aux yeux de la RENAMO. La moindre réaction d'effroi de leur part était violemment réprimée par leurs chefs qui leur demandaient de « ne pas pleurer » et « de ne jamais faire comme s'ils n'aimaient pas ça ». Ces pratiques renvoient à certains aspects de la « culture » insurrectionnelle de la guérilla, dont Christian Geffray a souligné la spécificité du rapport à la mort et à la souffrance [7]. Si la RENAMO paraissait valoriser en son sein les activités guerrières, ce n'était pas tant sous l'angle du courage et de la bravoure du combattant prêt à se sacrifier, que sous celui de son aptitude à tuer et à torturer autrui. Il semble que pour les « bandits armés », le mépris de la vie et de l'intégrité physique n'était pas considéré comme un préalable lié à la nature des moyens utilisés par une armée, mais comme une fin en soi, une activité positivement connotée attestant de leur allégeance et de leur identification à la RENAMO. Confortant cette idée, Ken Wilson remarque que la pratique de la violence était souvent entourée d'éléments rituels destinés à augmenter sa charge symbolique [8]. Selon lui, ces rites avaient pour objet de signifier l'appartenance des combattants à une « sorte de fraternité » et de conférer une valeur et une puissance aux actes de torture et de mise à mort. Par conséquent, la familiarisation avec la souffrance d'autrui et la valorisation de l'acte de torture auxquelles les enfants-soldats étaient amenés au cours de leur formation, renvoyaient au dessein de leur faire intégrer l'une des valeurs fondamentales de la guérilla, l'un de ses signes distinctifs,

l'une de ses marques d'allégeance. Cette fonction intégratrice de la violence est encore plus manifeste dans la pratique du meurtre initiatique. Il n'était pas rare qu'à l'instar du jeune Franco les enfants-soldats soient amenées à conclure leur formation par l'assassinat de sang froid d'un des leurs, moins bon à l'exercice, ou de tout autre « fautif » [9]. Ce premier meurtre sanctionnait la fin de leur initiation et donnait lieu à une cérémonie rituelle, célébrée par un curandeiro - médecin traditionnel appuyant sa pratique sur la communication avec les ancêtres et les esprits - et généralement suivie de réjouissances festives. Au cours de cette cérémonie, le jeune enfant accédait officiellement au statut d'adulte et de « guerrier », ce qui lui était symboliquement signifié par l'octroi d'ornements particuliers et de protections magiques. Il pouvait, dès lors, prendre part au partage des richesses conquises au cours des attaques ; de la nourriture, des biens de consommation - en particulier des vêtements - mais aussi des femmes. Beaucoup de jeunes adolescents étaient ainsi « mariés » et pouvaient éventuellement avoir plusieurs épouses. En fait, les curandeiros n'intervenaient pas seulement au moment de l'intronisation de l'enfant-soldat dans son statut d'adulte guerrier, mais tout au long de sa formation. Soignant - apparemment avec un certain succès - les troubles du sommeil et autres problèmes de comportement des jeunes combattants, ils contribuaient à inscrire leur re-socialisation dans l'environnement magico-religieux de la RENAMO. La culture insurrectionnelle de celle-ci comportait une dimension spirituelle extrêmement prégnante. Vis à vis des populations civiles, la RENAMO se définissait comme le bras séculier des ancêtres, mandatée de l'au-delà pour mener une « guerre des esprits » - selon un modèle proche de celui décrit par David Lan à propos de la guérilla nationaliste zimbabwéenne [10]. Liée à son processus de légitimation externe, cette inscription faisait aussi écho au mode de structuration interne de la RENAMO reposant sur un système d'interactions complexes entre prouesse militaire et aura magico-religieuse. Les curandeiros intervenaient également dans l'entretien du moral des troupes. Leur influence fut souvent prépondérante sur l'issue des combats dans une guerre où les belligérants ne disposaient que d'un armement fort limité et sans disparités technologiques appréciables (à l'exception de l'intervention dans certaines zones de l'aviation russo-zimbabwéenne aux côtés des troupes gouvernementales). Dotant les combattants de charmes divers leur permettant de se sentir invincibles aux balles de l'ennemi, de se rendre invisibles ou d'être garantis de l'appui des ancêtres, ils permettaient aux soldats les plus déterminés d'être quasiment assurés de la victoire dans les escarmouches limitées qui faisaient l'essentiel de la guerre. Les curandeiros initiaient ainsi les jeunes recrues à tous les aspects de la culture magico-religieuse de la

RENAMO, intervenant particulièrement après leurs premiers meurtres pour laver les enfants de leur culpabilité et renforcer les charmes magiques qui les protégeaient au combat. Ce processus de re-socialisation guerrière avait des effets extrêmement puissants, tant pour les jeunes captifs qui intégraient ainsi une nouvelle identité que pour la RENAMO qui ne voyait plus en eux des enfants mais des combattants comme les autres. Un garçon de 15 ans interrogé dans le cadre de l'enquête de SCF déclare de façon extrêmement révélatrice [11] : « Même si j'avais pu m'échapper, je ne pouvais m'imaginer rentrer à la maison. Pas après ce que j'avais fait. Je suis né une nouvelle fois dans ce camp. Je ne serai plus jamais le même... ». En retour, les enfants s'étant distingués par leur bravoure obtenaient des distinctions militaires qui leur conféraient le commandement sur des groupes de combattants (en général des unités de combat d'une dizaine de personnes). L'âge était si peu un critère de différenciation sociale qu'il a amené la RENAMO à commettre quelques erreurs d'ordre politique au cours du processus de démobilisation. Lors de la cérémonie officielle de remise des armes du premier soldat rebelle au camps de Neves, province d'Inhambane, en présence des représentants de la communauté internationale, de l'état-major politique de la RENAMO (Alfonso Dhlakama, Raul Domingo...), et face aux caméras et micros de la presse nationale et internationale, le premier combattant démobilisé n'avait que 16 ans et devant les officiels médusés il raconta comment il avait déjà 8 ans d'expérience militaire. Cet interview fit bien sûr la une des journaux à une époque où la RENAMO niait encore la présence d'enfants parmi ses soldats. Le commandant de la base, en s'appliquant à sélectionner le meilleur candidat pour affronter les médias n'avait tout simplement pas pris en considération l'âge du soldat à démobiliser, ni même que celui-ci avait été kidnappé pendant la guerre [12].

...symptomatique du mode de fonctionnement global de la RENAMO Comment interpréter cet important recours aux jeunes soldats ? Si l'enlèvement et l'intégration d'enfants dans les troupes de la RENAMO peut s'expliquer par un certain nombre de contraintes démographiques et de choix tactiques, ils font surtout sens au regard de la finalité latente de la RENAMO et du projet social guerrier qui, à une époque au moins, semble avoir constitué sa raison d'être. Il a parfois été avancé que la RENAMO recourait à l'enlèvement d'enfants pour faire face à des difficultés de recrutement. Il est vrai que la situation particulière du Sud permet d'expliquer en partie le fort pourcentage de jeunes garçons parmi les forces rebelles dans cette partie du pays. L'économie des trois provinces australes du Mozambique est restée dominée par le travail migrant d'une partie

importante des hommes adultes vers Maputo, l'Afrique du Sud, le Swaziland et le Zimbabwe. A cette situation de déficit global en hommes, vient s'ajouter le fait que la RENAMO n'a pas réussi à développer une base sociale importante dans le Sud comme elle a pu le faire dans d'autres régions. Le recours à des enfants-soldats était donc en partie une réponse à une situation de pénurie d'hommes adultes, qu'ils soient volontaires ou enrôlés de force. Si cette thèse permet d'expliquer l'ampleur particulière prise par le phénomène des enfants-soldats dans les régions australes du Mozambique, elle ne nous renseigne pas sur son origine ni sur son ancrage dans des provinces où la RENAMO ne souffre pas de problèmes majeurs de recrutement. En fait, il apparaît que par delà les contraintes démographiques, la guérilla a manifesté une préférence accusée pour l'enrôlement de jeunes enfants. C'est notamment l'opinion des enquêteurs d'Africa Watch qui soulignent que dans « certaines circonstances, la RENAMO préfère en fait des combattants enfants aux adultes [13]. » Cette prédilection, qui s'affirme au delà des contraintes de recrutement, peut tout d'abord s'expliquer par une série d'options tactiques. En effet, l'une des spécificités du conflit mozambicain est de s'être essentiellement déroulé par populations civiles interposées - la RENAMO cherchant à placer le maximum de villageois sous sa coupe afin qu'ils lui assurent un soutien logistique et le FRELIMO tentant de détruire l'économie de guerre de la rébellion en contrôlant ces mêmes populations. Dans certaines régions, la guérilla est parvenue à gagner l'appuis des civils grâce à l'instrumentalisation des clivages macro et micro-politique qui parcouraient les campagnes mozambicaines. Dans d'autres, son rapport aux populations a surtout reposé sur une politique de terreur dans laquelle le recours à des enfants soldats paraissait très fonctionnel. Afin de contraindre les paysans à se placer sous sa « protection », la RENAMO menait alors des raids de destruction contre les villages communautaires au cours desquels elle pratiquait de multiples exactions. Ken Wilson a souligné que les atrocités commises lors de ces opérations, faisaient l'objet d'une savante mise en scène portant sur les victimes et leurs cadavres [14]. Généralement conduits à l'arme blanche, les assassinats et les mutilations s'effectuaient toujours devant témoins et étaient souvent entourés d'éléments rituels. La RENAMO faisait en sorte que ces violences apparaissent comme totalement irrationnelles et dénuées de tout fondement. En fait, elle cherchait ainsi à se construire une image d'inhumanité qui la représente comme extérieure à la sphère des êtres sociaux, incontrôlable et complètement irrésistible. La pratique d'une violence apparemment irrationnelle renvoyant à une dévotion maniaque à la souffrance, tendait à la situer à l'extérieur du domaine du compréhensible, dans un monde où aucun contrôle social ne

pouvait l'atteindre. Si nous pouvons nous permettre une analogie littéraire avec *Cœur des ténèbres* de Joseph Conrad, les populations civiles se trouvaient face à la RENAMO comme Marlow découvrant l'horreur du royaume macabre construit par Kurtz dans le Haut Congo [15]. La RENAMO est ainsi parvenue à se construire une image cauchemardesque au delà de sa réalité concrète, dont le propos était d'instiller dans la population une peur paralysante et incapacitante. Dans cette optique, l'utilisation de jeunes soldats pour commettre les atrocités apparaissait très fonctionnelle. Face à des enfants tuant et mutilant des civils sans exprimer la moindre hésitation ni le moindre doute, et tout à fait incapables d'entendre raison, les paysans étaient pris d'une peur panique qui les poussait à fuir dans le meilleur des cas, ou inhibait toute capacité de résistance, conformément à la stratégie recherchée par la guérilla. Aussi celle-ci a-t-elle affecté la plupart des jeunes soldats dans les unités chargées de terroriser les populations civiles. En 1991, Africa Watch révélait que les victimes de mutilations dans le Sud du pays estimaient l'âge de leur tortionnaire entre 8 et 15 ans. De même, les enfants-soldats étaient très craints des forces armées gouvernementales, qui redoutaient leur ardeur au combat, leur cruauté et les protections magiques qui semblaient les entourer. Cependant, quelle que soit la fonctionnalité du recrutement des jeunes garçons au regard des contraintes démographiques et des options tactiques de la guérilla, ces deux facteurs ne sauraient à eux seuls délivrer la clef de cette pratique qui semble plutôt renvoyer à la finalité latente de l'organisation armée. Présentant des caractéristiques morphologiques hautement singulières, la RENAMO est apparue comme une organisation guerrière tournée vers sa propre reproduction, cherchant au travers des enlèvements d'enfants à constituer une aristocratie militaire incarnant les valeurs de son projet social guerrier et permettant d'assurer la perpétuation de son organisation. Au terme des 16 années de conflit, la RENAMO s'est révélée comme un mouvement insurrectionnel présentant un certain nombre de spécificités qui se sont maintenues au moins jusqu'en 1990. Rappelons tout d'abord qu'il s'agit d'une création de l'étranger, dont la fondation, contrairement à d'autres mouvements armés, est dénuée de liens avec la lutte des élites locales pour le contrôle de l'État post-colonial. La RENAMO a été créée par les services secrets rhodésiens en 1976 afin de déstabiliser le nouveau régime mozambicain, puis soutenue à partir de 1980 par l'Afrique du Sud dans le même dessein. Instrument docile de ses bailleurs de fonds jusqu'au début des années 1980, ce n'est que progressivement qu'elle a gagné une totale autonomie d'action lui permettant de s'inscrire dans les dynamiques conflictuelles autochtones. En second lieu, la RENAMO n'a jamais eu de finalité politique précise. Non seulement, une fois

indépendante, elle n'a pas émis d'autres revendications que celles relatives à l'instauration d'une « démocratie de marché » imposées par ses fondateurs, mais en outre elle a eu une pratique en contradiction flagrante avec son discours officiel (bien qu'engagée en faveur du libéralisme économique par exemple, les commerçants indépendants étaient l'une de ses cibles prioritaires). En troisième lieu, la guérilla mozambicaine a recouru à un système de recrutement des combattants particulier : à la différence d'autres mouvements armés africains qui enrôlent leurs troupes par le biais d'une mobilisation verticale ethno-communautaire, articulée autour d'un projet politique post-conflictuel, la RENAMO a fait jouer des processus transversaux de resocialisation guerrière instrumentalisant notamment la crise d'une jeunesse rurale « mobilisée » (au sens de Deusth et Lerner), au travers d'un système de rétributions intra-conflituelles. La guérilla a offert à une jeunesse à la fois en crise contre l'ordre et le mode de vie traditionnels et contre l'État urbain qui la rejetait, une triple opportunité de régler son conflit irréaliste avec le centre, d'accéder au statut social que lui déniaient tant la ville que la campagne et de connaître une vie aventureuse autrement plus exaltante que celle promise par la vie rurale. Le propre de ces rétributions matérielles et symboliques était d'entretenir un lien étroit avec la prolongation de l'affrontement car elles étaient directement perçues dans le conflit. En quatrième lieu, l'encadrement de l'organisation était constitué d'une part par des recrues ayant gravi la hiérarchie militaire et partageant les mêmes représentations que la base et d'autre part par les « vétérans » enrôlés par les services secrets rhodésiens en majorité parmi les membres du groupe N'dau. Ces derniers comprenaient un nombre important de combattants de l'armée de libération nationale qui estimaient avoir été spoliés des fruits de la victoire alors qu'ils considéraient que leur statut de militaire leur donnait un certain nombre de droits notamment sur les populations civiles. Il existe en outre en pays N'dau une tradition historique guerrière portée par une aristocratie de « guerriers de caste » pour qui les activités militaires ne constituaient pas une occupation occasionnelle mais une fonction sociale première. Rappelons également que la hiérarchie militaire de la RENAMO n'appartenait pas aux élites de l'État post-colonial en lutte pour la conquête du pouvoir étatique. Autrement dit, il semble, au moins jusqu'en 1990, que la direction de la RENAMO ait, comme la base, essentiellement recherché des rétributions intra-organisationnelles perçues au travers du conflit. En cinquième lieu, la RENAMO est apparue comme une armée structurée, dotée d'une culture syncrétique valorisant la prouesse guerrière dans le cadre d'une représentation magico-religieuse du monde et de l'action. Enfin, elle a structuré son économie politique autour d'une stratégie de

terreur et de l'instrumentalisation distante des conflits macro et micro-politiques opposant les diverses communautés rurales entre elles et à l'entreprise de modernisation étatique du centre. Cette mobilisation a reposé sur la militarisation des lignes de fracture socio-politiques des campagnes permettant à la guérilla de se constituer en acteur militarisé distinct mais indispensable à la résolution des conflits. Ainsi, la RENAMO est apparue comme une organisation armée dont les membres trouvaient l'essentiel de leurs rétributions dans la pratique effective des activités guerrières et pour laquelle la guerre était non seulement au fondement de l'ordre socio-politique et de la culture qui la parcouraient mais également au cœur de son économie politique. En ce sens, la guerre constituait, d'après les termes de Georges Balandier, le « mode opératoire » de la rébellion, « le milieu le plus favorable à sa reproduction, l'élément qui [16] dynamiquement sa cohérence globale [17] ». Elle était, selon l'expression employée par Jean Bazin à propos du Royaume de Segou, le « noyau autour duquel il y [18] de manière spécifique formation de société [19] ». Par ailleurs, on observe qu'au moins jusqu'en 1990 la grande majorité des membres de la RENAMO, de la base au sommet, trouvait l'essentiel de ses satisfactions dans des rétributions intra-conflictuelles directement perçues au travers de l'organisation. Au point que la guérilla a pu apparaître sans autre finalité que sa propre reproduction. C'est du moins l'opinion de Christian Geffray lorsqu'il écrit : « Ce sont les conditions de vie guerrière, vécues dans l'organisation armée, qui constituent à la fois la motivation et le projet sociaux véritables des membres de la RENAMO, soldats et officiers. (...) En ce sens la RENAMO est un corps social : une institution sans autre fin que sa propre reproduction ». Autrement dit, la RENAMO se présente comme une organisation auto-finalisée dans laquelle la satisfaction des groupes dominants est assurée par des rétributions matérielles et symboliques directement perçues en son sein et qui oriente prioritairement ses ressources vers sa propre reproduction. Jusqu'en 1990, la guérilla mozambicaine constitue ce que nous pourrions appeler une « organisation guerrière », une organisation auto-finalisée dont la guerre est le mode opératoire, un mouvement armé qui fait la guerre avant tout pour assurer sa propre reproduction [20]. C'est aux yeux de cette logique de fonctionnement qu'il convient d'interpréter la pratique des enlèvements. En fait, il semble que la RENAMO ait cherché au travers de la socialisation guerrière des enfants-soldats à se constituer une aristocratie martiale qui incarne les valeurs dominantes de l'organisation et assure sa perpétuation au travers du conflit. L'utilisation des enfants par la RENAMO faisait partie intégrante du projet social visant à l'établissement d'une « caste de guerriers » dépassant les clivages sociaux et tribaux et garante de la reproduction

guerrière de l'organisation. A cet égard, les enfants présentaient l'avantage sur les adultes de pouvoir s'identifier totalement au nouveau groupe auquel ils appartenaient. Au terme de leur socialisation, les enfants intégraient parfaitement les concepts et valeurs militaires qui leurs étaient transmis. Ainsi étaient-ils par exemple extrêmement disciplinés [21]. Pour un appareil militaire aussi paranoïaque que celui de la RENAMO, où un climat de suspicion aigu prévalait, conduisant à des explosions de violence incontrôlées de la part d'officiers impulsifs prompts à réagir à la moindre provocation, la loyauté quasi-indéfectible des enfants était d'un prix inestimable. Cette loyauté était telle que la RENAMO a pu maintenir les enfants confinés dans ses bases militaires pendant près de deux ans après l'accord d'octobre 1992, alors qu'aucune opération de pillage ne venait améliorer leur ordinaire, qu'ils restaient coupés de l'aide internationale et que leurs aînés rejoignaient les centres de démobilisation des Nations Unies. Soulignons également que l'un des paradoxes de l'instrumentalisation des enfants, et qui semble avoir échappé à des nombreux observateurs, tient dans le fait que ces enfants aient été intégrés, sur le mode de la violence, au sein d'une élite, l'aristocratie guerrière des combattants de la RENAMO, qui se vivait comme telle et qui était ressentie comme telle par une partie importante de la population dans les zones qu'elle contrôlait. L'intégration à une telle élite a permis à beaucoup de ces adolescents de se construire un ego très fort. Par ailleurs, cette utilisation des enfants comme support du processus de reproduction d'une organisation guerrière ne s'est pas déployée dans un vide historique. Le Mozambique a en effet connu plusieurs formations sociales du même type comme les chikunda [22] ou les royaumes guerriers du N'goni qui avaient coutume de forger une élite martiale à partir de jeunes enfants enlevés et soumis à un processus de socialisation guerrière particulièrement violent. Les chikundas étaient les guerriers esclaves des prazos [23] dont ils constituaient l'armée privée. Ces guerriers étaient enlevés relativement jeunes ou bien recrutés parmi des populations marginalisées ou en situation précaire - victimes de famines, étrangers, orphelins, « social outcasts » ou criminels - qui préféraient échanger leur liberté contre une certaine sécurité [24]. Les recrues subissaient un processus de resocialisation progressive détruisant leur identité ethnique au profit d'une conscience collective chikunda associé à un ethos valorisant les activités guerrières. Elles accédaient ainsi à un statut supérieur de « guerrier de caste », exerçant sa domination sur les paysans du prazo et bénéficiant de l'accès à des biens importés de haute valeur. De même, la structuration sociale de l'empire N'goni du Gaza reposait sur une nette distinction entre les groupes dominants constitutifs d'une aristocratie de guerriers professionnels et les

groupes dominés affectés à la production agricole [25]. La classe supérieure était elle-même divisée en trois strates formées par ordre de préséance décroissant des membres du lignage royal Nguni, des Mabalundlela et des N'dau. Ces deux derniers rangs étaient constitués de populations autochtones ayant subi un processus d'acculturation les ayant conduit à aliéner leur ancienne identité ethnique au profit d'une nouvelle identité de « guerrier de caste » défini en référence à la culture assimilatrice Nguni. Au cours des raids prédateurs du Gaza, des jeunes enfants étaient fréquemment capturés et soumis à un sévère entraînement militaire destiné à les faire accéder à l'aristocratie militaire de l'empire et assurer sa perpétuation. Sans constituer une résurgence de ces pratiques anciennes, l'enlèvement des enfants par la RENAMO peut s'y référer de façon plus ou moins consciente en tant que « réservoir de sens ». Ainsi, l'enlèvement et l'intégration des enfants dans les troupes de la RENAMO renvoie plus au dessein d'assurer la reproduction de la guérilla en tant qu'organisation guerrière, qu'à des contraintes démographiques ou des options tactiques. La capture et la resocialisation guerrière des enfants participent du processus de consolidation de l'aristocratie martiale de l'organisation chargée d'assurer la perpétuation de celle-ci. Aujourd'hui, alors que le processus de paix vient d'être consolidé par les premières élections multipartistes, la réintégration des enfants-soldats du Mozambique au sein de leur communauté d'origine est jusqu'à présent un modèle. La volonté d'en finir avec la guerre civile a permis la création et la réactivation de tout un ensemble de processus de réconciliation et de pardon dont ont bénéficié en premier lieu les enfants. La plupart du temps chaudement accueillis par leurs familles dont certaines les croyaient morts, ils ont continué à bénéficier de l'attention privilégiée des curandeiros. Par le biais de rituels de purifications, ces derniers ont facilité leur réintégration pacifique au sein des communautés rurales où la plupart sont retournés vivre, continuant à partager par là l'aversion de la RENAMO pour les villes. Ils doivent maintenant faire face au défi de trouver leur place à venir dans la société mozambicaine en tenant compte à la fois de leur position d'élite militaire déchue, d'adolescents privés de leur enfance et de la possibilité d'étudier et de se qualifier à autre chose qu'à la guerre. Gageons que ce n'est pas un tâche facile dans une société où les effets du redémarrage économique n'ont pas encore changé les conditions de vie précaires des populations rurales. JEAN-CLAUDE LEGRAND et FABRICE WEISSMAN [26]

[1] Cf. Geffray (Christian), *La cause des armes au Mozambique*. *Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990. Vines (Alex), *RENAMO : Terrorism in Mozambique*, York, Centre for southern african studies, University of York, 1991. Legrand (Jean-Claude), "Logique de la guerre et dynamique de la violence en Zambézia (76-91)", *Politique Africaine*, n° 50, juin 1993, pp. 88-104. Roesch (Otto), "Renamo and the Peasantry in Southern Mozambique : a View from Gaza", *Canadian journal of african studies*, 26 (3), 1992, pp. 462-484.

[2] Legrand (Jean-Claude), "Passé et présent dans la guerre du Mozambique : les enlèvements pratiqués par RENAMO", *Lusotopie*, n° 3-4, avril 1995.

[3] Boothby (Neil), Sultan (Abucabar), Upton (Peter), *Children of Mozambique : The Cost of Survival*, London, Save the Children Federation (USA), November 1991, 40 p., polycop.

[4] Op. cit., pp. 20-21.

[5] Comme "garde du corps"

[6] Auxiliaire de la RENAMO recruté sur place.

[7] Geffray (Christian), op. cit., pp. 167-168.

[8] Wilson (Ken), "Cults of Violence and Counterviolence in Mozambique", *Journal of Southern African Studies*, juin 1991.

[9] L'étude donne l'exemple d'un garçon de 12 ans contraint de poignarder trois de ses camarades "parce qu'ils faisaient des erreurs" et d'un autre à qui un chef de la RENAMO avait demandé de décapiter une vieille femme qui avait tenté de s'enfuir (p. 22).

[10] Lan (David), *Guns and Rains : Guerrillas and Spirit Mediums in Zimbabwe*, London, James Currey, 1985, 244 p.

[11] Cf. Boothby (Neil), Sultan (Abucabar), Upton (Peter), *Children of Mozambique ...*, p. 23.

[12] Selon les protagonistes de l'histoire, avec qui j'ai pu discuter (l'officier guinéen de l'ONUMOZ en charge du camp de Neves, le commandant RENAMO du camp et le brigadeiro Dique, représentant de la RENAMO à la Commission de cessez-le-feu et ancien commandant militaire de la région Sud), l'histoire se présente ainsi : la

semaine précédente avait eu lieu la démobilisation officielle du premier soldat du FRELIMO ; le Président Chissano lui avait remis lui-même son kit de démobilisé, il avait été mitraillé de photos au moment de signer les reçus pour le matériel et l'argent qui lui avaient été remis et il avait ensuite été interviewé en portugais par de nombreux journalistes. Fort de cette expérience à laquelle il avait assisté, le brigadeiro Dique avait donné des orientations au commandant RENAMO de la base de Neves afin qu'il sélectionne un soldat présentant bien, sachant lire et écrire et s'exprimant avec aisance en portugais. C'est ainsi que parmi 110 soldats fut choisi Alberto Samuel. (Jean-Claude Legrand).

[13] Africa Watch, *Conspicuous destruction. War, Famine & the Reform Process in Mozambique*, Africa Watch, New York, Human Rights Watch, 1992.

[14] Wilson (Ken), "Cults of Violence and Counterviolence in Mozambique", op. cit.

[15] « The terror of the position was not in being knocked on the head - thought I had a very lively sense of that danger too - but in this, that I had to deal with a being to whom I could no appeal in the name of anything high or low » in Conrad (Joseph), *Heart of Darkness*, Boston, New York, Bedford books of St Martin's Press, 1989, p. 82.

[16] assurait

[17] Bazin (Jean), Terray (Emmanuel) (dir.), *Guerres de lignages et guerres d'Etats en Afrique*, Paris, Edition des archives contemporaines, 1982.

[18] avait

[19] Bazin (Jean), "Etat guerrier et guerres d'Etat", in Bazin (Jean) et Terray (Emmanuel) (dir.), op. cit., p. 322.

[20] Le propre d'un tel mouvement est d'échapper en partie à une logique clausewitizienne. Selon la lecture qu'en donne Raymond Aron, Clausewitz déduit de son appréhension de la guerre comme "continuation de la politique par d'autres moyens" que la finalité des stratégies militaires est toujours la paix - à vrai dire, une certaine paix - et non la victoire. Or, pour une organisation guerrière, l'affrontement armé ne tend ni vers la victoire, ni vers la paix. S'il reste finalisé par une intention politique - la reproduction de l'organisation armée qui le

conduit - son objectif n'est pas post-conflictuel mais intra-conflictuel. En fait, la première maxime de Clausewitz reste vérifiée, la guerre est bien la continuation de la politique par d'autres moyens, mais son but politique est guerrier : il est de reproduire une formation sociale dont l'affrontement armé constitue le mode existentiel. Soulignons qu'une telle configuration apparaît uniquement lorsque les deux conditions d'"opérabilité guerrière" et d'auto-finalisation sont réunies. Une organisation dont le mode opératoire est la guerre mais qui n'est pas auto-finalisée se conformera à une logique clausewitzienne. Bien que le conflit constitue sa modalité de reproduction, elle tendra vers un objectif post-conflictuel - en général la conquête du pouvoir. Inversement, une organisation auto-finalisée dont le mode opératoire n'est pas la guerre n'aura pas besoin de reproduire indéfiniment le conflit pour survivre.

[21] Nous avons retrouvé ce même esprit de discipline dans les centres de transit où les enfants ont été temporairement logés après leur évacuation des bases de RENAMO en juillet 1994 avant d'être réunis dans leurs familles (Jean-Claude Legrand).

[22] Sur ces analogies historiques, cf. Derlugian (G), "Les têtes du monstre : du climat social et de la violence au Mozambique", *Année Africaine*, 1989, p. 95-96. Legrand (Jean-Claude), "Passé et présent dans la guerre du Mozambique : les enlèvements pratiqués par RENAMO", *Lusotopie*, n° 3-4, avril 1995.

[23] Le système des prazos avait été mis en place au début du XVII^{ème} siècle afin de permettre au Portugal d'occuper théoriquement le Mozambique par l'intermédiaire de vassaux, en principe européens, auxquels étaient concédées des terres domaniales par baux emphythéotiques. Cf. notamment Pelissier (René), *Naissance du Mozambique*, Orgeval, Editions Pélissier, 1987, tome I, pp. 54-74. Pour plus de précisions, cf. Isaacman (Allen Frederick), *Mozambique. The Africanization of a European Institution. The Zambezi Prazos. 1750-1902*, Londres, Madison, 1972.

[24] Isaacman (Allen Frederick), "The Origin, Formation and Early History of the Chikunda of South Central Africa", *Journal of African History*, 1972, XIII, 3, pp. 443-461.

[25] Liesegang (Gehard Julius), "Notes on the internal structure of the Gaza Kingdom of Southern Mozambique", *Arquivo Historico de Moçambique*, 1980, polycop. 28 p. (publié ultérieurement in Peires

(J.B.) (ed.), Before and after Shaka. Papers in Nguni History, Grahamstown, 1981.).

[26] Jean-Claude Legrand, est sociologue. Il travaille depuis plus de dix ans pour des organisations humanitaires en Afrique. Il est actuellement coordinateur des programmes d'urgence de l'UNICEF au Mozambique. Fabrice Weissman, est diplômé et titulaire du DEA d'Études Politiques de l'IEP de Paris. Actuellement chargé de recherche à la Fondation Médecins Sans Frontières, il a travaillé pour l'ONG Action Nord Sud au Mozambique. Les vues reflétées dans cet article n'engagent que leurs auteurs.